L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 5 JANVIER 1856.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.,
RÉDACTEURS-PROPRIÉTAIRES :
G. F. WEISSE, E. LAVILLE,
E. DUQUESNEL, E. HARDY.

Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 5 JANVIER.

ABONNÉS A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents pour les six numéros. Il ne présente rien les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme en leur ouvrant un compte particulier pour une aussi courte période nous surchargerions nos livres de comptabilité, nous avons résolu de tout concilier en autorisant nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés à la semaine devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

BULLETIN.

Les flibustiers du Nicaragua.—Le Northern Light.—M. Parker H. French.

On sait déjà par les dépêches que nous avons publiées que le steamer Northern Light a été saisi à New-York par les ordres du président, qui avait tout lieu de croire que les flibustiers du Nicaragua l'avaient nolisé pour transporter dans ce dernier pays des hommes et des armes, puis rendu à ses propriétaires qui ont pu l'expédier librement pour sa destination. Les journaux de New-York publient à ce sujet de longs détails que nous allons reproduire.

L'enrôlement de recrues, dit l'un d'eux, destinées à porter main-forte au soi-disant gouvernement du soi-disant général Walker, dans le Nicaragua, n'est un mystère pour personne à New-York. Il est notoriété publique que les deux derniers steamers partis de notre port pour San Juan, ont emmené chacun leur contingent de recrues. Il n'était pas moins notoire que le *Northern Light*, annoncé pour partir le 24 décembre, devait emporter à son tour des renforts considérables. La proclamation présidentielle, qui avait naguère signifié au public l'intention de l'Exécutif de mettre obstacle à cette entreprise, semblait elle-même n'avoir servi qu'à donner une plus grande publicité aux préparatifs des flibustiers, sans pour cela les arrêter ou les ralentir le moins du monde.

En présence de ces faits, M. McKeon, avocat de district de New-York, tenta quelques démarches, pour obtenir que la compagnie de transit de Nicaragua prêtât son concours à la loi ainsi ouvertement mise au défi.

Suivant ici deux lettres, une de M. McKeon à M. J. L. White, avocat de la compagnie de transit, et la réponse de ce dernier. L'avocat de district déclarait dans sa lettre qu'il avait la preuve que des munitions de guerre avaient été mises à bord du *Northern Light* et que ces munitions devaient servir au renversement du gouvernement légal du Nicaragua. M. McKeon ajoutait :

"Vous savez que, par les termes de la convention entre les Etats-Unis et le gouvernement de la Grande-Bretagne, les Etats-Unis sont engagés à réprimer toute tentative de colonisation dans le territoire du Nicaragua, et que c'est le devoir de notre gouvernement de donner plein effet à cette convention. Vous savez aussi que le président des Etats-Unis a déclaré aussi que la source d'où procède le soi-disant décret pour l'encouragement de la colonisation du Nicaragua, n'est pas reconnue par notre gouvernement comme le gouvernement du Nicaragua. Jusqu'à ce que le Président l'ait reconnu en cette qualité, il sera forcé de considérer tout décret comme entrant dans le cas prévu par la proclamation du Président, à titre d'encouragements de flibustiers, et requérant de nous empêcher le transport de personnes allant prendre possession de terres du Nicaragua, sous un tel décret, comme un des actes qui préparent et mettent sur pied l'invasion de cet Etat, ou en fournissent les moyens. C'est là un acte probable par la loi, dénoncé par le Président des Etats Unis, et constituant une violation flagrante de certaines stipulations du traité. Le Président est déterminé à empêcher tous ces actes illégaux; et il n'hésitera pas à exercer cette autorité qui a si heureusement empêché l'accomplissement des plans de Henry L. Kinney et de ses associés.

M. White répondit que la compagnie de transit s'était toujours efforcé d'empêcher les gens qui intentionnés d'aller au Nicaragua, et qu'elle ne prêterait jamais les mains à la violation des lois des Etats-Unis. Quant aux munitions de guerre qui se trouveraient à bord, il est bien aisé, dit M. White, de s'en assurer, en faisant une perquisition dans le navire actuellement dans le port. On lit plus loin dans la lettre de l'avocat de la compagnie de transit :

"Je suis informé, en outre, sur le traité Clayton-Bulwer, je ne puis et ne pourrai jamais être d'accord avec vous. Quand vous me lirez que, par les termes de la convention entre les Etats-Unis et le gouvernement de la Grande-Bretagne, les Etats-Unis sont engagés à réprimer toute tentative de colonisation dans le territoire du Nicaragua, je suis forcé de dire que je ne sais, que je puisse et ne saurait jamais rien de pareil.

"Si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient entendu, par la convention à laquelle vous faites allusion, réprimer toutes les tentatives d'une nature semblable à celle de coloniser le territoire du Nicaragua "par des individus,

Le 1er article du traité du 19 avril 1850 auquel vous faites allusion, déclare que "ni les gouvernements des Etats-Unis et de la Grande Bretagne n'occuperont, ne fortifieront, ne colonisera, ni n'exercera aucune domination sur le Nicaragua." En étudiant attentivement le traité, vous découvrirez que les mots "coloniser," s'appliquent seulement aux deux gouvernements dans leur caractère constitué. La tendance de l'honorable H. F. French, en vertu d'instructions du gouvernement du Nicaragua qu'il représente, pour nous apprendre que les colons qui se rendent devenir citoyens du Nicaragua, ne saurait, selon mon jugement, être considérés comme une "colonisation," soit par la Grande Bretagne, soit par les Etats-Unis.

Le traité en question n'assume pas la ridicule prétention de prescrire au Nicaragua, s'il peut colonisera, ou non, et dans quelle façon, par qui, et de quels colons peuvent venir. Ce sont là des questions que la volonté souveraine du Nicaragua seule doit décider, et il n'est a délégué l'exercice ni aux Etats-Unis, ni à la Grande-Bretagne.

S'il le faut et le désirait de votre lettre sont d'empêcher des hommes armés ou non, de se rendre au Nicaragua avec des intentions militaires, sont qu'ils aient ou non l'intention qu'ils doivent s'enrôler là-bas, vous pouvez compter sur le concours entier et spontané de la compagnie de transit. Mais, si, dans l'âme de telle intentions, ne partirent pas sur nos navires, du moins à notre connaissance. Mais pour parler franchement, je suis contraint de dire que nous transportons au Nicaragua toute personne qui se présente en payant son passage, quoi qu'elle s'y rende sur l'invitation d'une société de colonisation d'un gouvernement quelconque, n'importe quel qu'en soit le chef, ou à longue échéance que ce soit le gouvernement de cet Etat."

Nous reprendrons maintenant le récit d'un journal de New-York :

Le *Northern Light* devait partir le 24 décembre, à 3 heures, et l'on a vu que la compagnie n'était nullement d'humeur à le retarder. Mais à 3 heures moins le télégraphe apportait de Washington l'ordre de saisir le bâtiment, de par le gouvernement des Etats-Unis. Les fonctionnaires chargés se rendirent en règle dans le but d'agir le plus possible, et se rendirent à bord pour opérer la saisie. Les préparatifs du départ s'achevaient. Sur le pont, promenant un certain nombre individus, pour la plupart d'âge et de mine à faire deviner des aventuriers bien plutôt que des passagers. Le bon navire, le capitaine étant absent, le marshal fédéral signifia au mécanicien en chef défense de partir. Presque aussitôt, arrivait le capitaine lui-même, auquel la notification fut renouvelée.

M. Jos. L. White, qui devait nécessairement se trouver à bord, assista à tout ceci. Il nous semble en paix—et de regarder le transport de personnes allant prendre possession de terres du Nicaragua, comme un acte légal. Un